

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Champagne-Ardenne**

**Groupe de subdivisions des Ardennes**

ZAC du Bois Fortant - Rue Paulin Richier

08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

☎ 03 24 59 71 20 - 📠 03 24 57 17 69

Charleville-Mézières, le 14 février 2006

Réf. : SA2-BD/BD-N° 05/0160

Affaire suivie par Benoît DESRUMAUX

☎ direct : 03 24 59 81 42

mel : benoit.desrumaux@industrie.gouv.fr

**MECANO GALVA  
à  
VRIGNE-AUX-BOIS**

Objet : Réponse aux observations émises par la société MECANO GALVA concernant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

Réf. : Transmission Préfecture des Ardennes du 19 décembre 2005

P.J. : - Projet de lettre à l'exploitant  
- Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter corrigé  
- Copie de la demande avis au SDIS du 29 décembre 2005  
- Copie de l'avis du SDIS du 26 janvier 2006  
- Annexes (2)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
A MONSIEUR LE PREFET DES ARDENNES**

Par transmission visée en référence, M. le Préfet des Ardennes a fait parvenir à l'inspection des installations classées, pour rapport et proposition de correction, les observations émises par la société MECANO GALVA, en vue de corriger certains éléments contenus dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter initial.

**1. CONTEXTE**

La société MECANO GALVA à Vrigne-aux-Bois bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 181 en date du 23 novembre 1995 l'autorisant à exploiter un atelier de traitement de surface.

Le rapatriement sur le site MECANO GALVA de la chaîne de traitement de surface de la société ELECTRO ARDEN à Vrigne-aux-Bois ainsi que les modifications survenues dans les différents ateliers de la société ont amené MECANO GALVA à déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter le 22 juillet 2002.

Ce dossier n'était pas conforme aux exigences du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant a donc dû remettre à la préfecture des Ardennes une nouvelle étude de dangers afin de le compléter.

Suite à un remaniement du dossier de demande d'autorisation d'exploiter (prenant compte des observations exposées), le service de l'inspection des installations classées a procédé à l'examen d'un dernier dossier, parvenu le 10 juin 2004.

Le dossier jugé recevable a été soumis à enquête publique le 25 août 2004.

Lors de cette enquête publique, le projet a recueilli un avis favorable du conseil municipal de la commune de Viver-au-Court, du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des conditions de Travail (CHSCT) de l'entreprise, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes (SDIS), la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) et la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN), ont émis un avis favorable à la demande d'autorisation de la société MECANO GALVA sous les conditions suivantes :

- réalisation par l'exploitant de mesures supplémentaires visant à améliorer le niveau de sécurité de son établissement (accès au secours, besoin en eau, désenfumage et moyens de secours),
- séparation des réseaux communaux et industriels afin d'éviter toute pollution du réseau communal,
- assurer les entretiens des installations de collecte des eaux pluviales et des eaux usées sanitaires,
- réalisation de travaux visant à long terme à supprimer l'installation de refroidissement par circuit ouvert.

Le conseil départemental d'hygiène a émis un avis favorable en séance du 9 décembre 2005.

Conformément à l'article 11 du décret du 21 septembre 1977, selon lequel l'exploitant a un délai de quinze jours pour présenter ses éventuelles observations par écrit sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, la société MECANO GALVA a envoyé ses remarques à Monsieur le préfet des Ardennes par courrier du 7 décembre 2005.

La suite de ce rapport vise à répondre aux observations faites par la société MECANO GALVA par son courrier adressé à Monsieur le préfet des Ardennes le 7 décembre 2005.

## **2. REPONSES AUX OBSERVATIONS EMISES PAR MECANO GALVA**

Cette partie vise à expliciter les observations les plus notables faites par l'exploitant. L'ensemble des éléments corrigés est pris en compte dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter joint à ce rapport.

### **2.1. Gestion des eaux sur le site de Vrigne aux bois**

Dans son courrier ci-dessus référencé, l'exploitant détaille les consommations en eaux pour son site de Vrigne aux bois pour l'année 2004 :

- 39720 m<sup>3</sup> pour les eaux de procédé, soit effectivement 3,2 l/m<sup>2</sup> et par fonction de rinçage,
- 316 000 m<sup>3</sup> pour les eaux de refroidissement,
- 1000 m<sup>3</sup>/an pour les eaux sanitaires.

De plus l'exploitant déclare que les eaux de refroidissement ne proviennent pas de l'atelier de galvanisation et ne passent pas par la station d'épuration.

Après étude de ces compléments l'inspection des installations classées a tenu compte de ces observations et a corrigé le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation comme il suit :

- à l'article 3 : « origine de l'approvisionnement en eau », les trois types d'eaux suivants sont différenciés : eaux de refroidissement / eaux de procédé / eaux sanitaires.
- la consommation des eaux de procédé est limitée à 48 000 m<sup>3</sup> par an pour un débit de pompage de 18 m<sup>3</sup>/h maximum,
- la consommation annuelle des eaux sanitaires est fixée à 1200 m<sup>3</sup>,
- la consommation en eaux pour le refroidissement est fixée à 320 000 m<sup>3</sup>/an.

- à l'article 7.1 : « identification des effluents », un effluent n° 4 est nommé : « eaux de refroidissement ». Cet effluent est rejeté en un unique point de la VRIGNE.

## 2.2. Les eaux de refroidissement

L'exploitant renouvelle sa demande concernant l'obtention d'une dérogation visant à laisser en circuit ouvert son système de refroidissement et renouvelable tacitement sur la base de relevé de mesures satisfaisantes.

Conformément à la réglementation en vigueur (article 5.5 de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 réglementant les installations de traitement de surface) il n'est pas possible d'obtenir de dérogation pour le maintien d'un système de refroidissement en circuit ouvert néanmoins, l'exploitant peut bénéficier d'un délai de trois années afin de mettre en circuit fermé ses eaux de refroidissement. L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter encadre la situation transitoire notamment de part les mesures en continu prescrites à l'article 8.2.1 : « autorisation temporaire d'utilisation d'un circuit de refroidissement en circuit ouvert ».

Ainsi l'inspection des installations classées ne peut accéder à la demande de l'exploitant.

## 2.3. Substances polluantes : phénols

L'exploitant déclare ne pas utiliser dans son activité de phénol. Cet aspect n'a pas été étayé dans l'étude d'impact présentée lors de la demande d'autorisation.

L'inspection des installations classées propose de conserver l'analyse de l'ensemble des paramètres initialement proposés durant une période limitée à un an. A la fin de celle-ci et au vu des résultats obtenus, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pourra être envisagé afin de supprimer les paramètres n'entrant pas dans la composition des effluents.

## 2.4. Rejets atmosphériques

L'exploitant demande à ce que les valeurs limites d'émissions des effluents atmosphériques soient celles fixées par les textes en vigueur.

L'inspection des installations classées rappelle que les textes réglementaires tels que les arrêtés ministériels fixent des limites d'émissions **maximales** qu'il ne faut en aucun cas dépasser. Néanmoins, Monsieur le préfet est dans la possibilité de prescrire des limites d'émissions plus strictes, en vu d'une compatibilité avec le milieu environnant le site industriel et de l'utilisation des meilleures technologies disponibles (étudié dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant).

Ainsi au vu des éléments contenus dans l'étude d'impact présentée par la société MECANO GALVA, l'inspection des installations classées reste sur sa proposition initiale.

## 2.5. Niveaux acoustiques

Comme développé précédemment, et au vu du contenu de l'étude d'impact remis par la société MECANO GALVA, l'inspection des installations classées reste sur sa proposition initiale.

## 2.6. Incendie et accès de secours

L'exploitant déclare qu'il n'est pas possible de réaliser le contournement complet du site par une voie échelle (terrain classé et meuble). Le contournement existe aux deux tiers, l'exploitant déclare que celui-ci avait été jugé suffisant.

L'inspection des installations classées a consulté une nouvelle fois le Service d'Incendie et de Secours (SDIS) qui a rendu son avis final le 26 janvier 2006.

Suite à la visite sur site du 24 janvier 2006, le SDIS a demandé à l'exploitant de laisser libre 4 emplacements de parking sur l'espace réservé pour la voie échelle.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation est corrigé en conséquence.

### **3. CONCLUSION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

L'inspection des installations classées a pris en considération l'intégralité des remarques formulées par la société MECANO GALVA concernant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les demandes concernant la consommation en eaux, la détermination des différents effluents du site de Vrine-aux-Bois ont été acceptées.

Néanmoins, concernant le système de refroidissement, les limites d'émissions des effluents atmosphériques et de niveaux acoustiques, l'inspection des installations classées s'est appuyée sur l'étude d'impact remis par MECANO GALVA qui est le fondement même de sa demande d'autorisation d'exploiter.

### **4. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Au vu des éléments développés dans le présent rapport, il est proposé à Monsieur le préfet des Ardennes ainsi qu'à l'exploitant une nouvelle version du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la société pour son site de Vignes aux bois.

Un projet de lettre adressé à l'exploitant, visant à répondre à ses interrogations est également joint au présent rapport.

Rédigé le 14 février 2006 à Charleville-Mézières  L'inspecteur des installations classées,  <i>signé</i> : Benoît DESRUMAUX	Validé à Châlons-en-Champagne,  l'inspecteur des installations classées,  <i>signé</i> : Corinne HELFER	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet du département des Ardennes  Châlons en Champagne, le 13 mars 2006  Pour la Directrice et par délégation, Le Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel  <i>signé</i> : Jeanne FOUCAULT
---	---	---